



Paris, mercredi 18 février 2009

Madame la ministre,

Nous, agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, réunis au sein du collectif « sauvons l'Inrap », vous interpellons depuis septembre 2008 sur les conséquences désastreuses qu'aurait la délocalisation du siège de notre établissement à Reims.

Lorsque nous avons rencontré le 7 janvier 2009 Xavier Roy et Gérard Aubin, chargés par vous-même d'une « mission permettant d'analyser les conséquences de cette décision », ils nous ont dit devoir vous remettre leur rapport le 30 janvier 2009.

Or, comme vous l'avez précisé dans votre communiqué de presse du 26 novembre 2008, aucune mesure d'application de ce projet ne sera prise avant la remise des conclusions de cette mission. A ce jour, nos représentants syndicaux, le président et la directrice générale, notre collectif, n'ont toujours pas reçu ce rapport, pas plus qu'ils n'ont été informés de son contenu.

C'est pourquoi, nous nous étonnons fortement de votre silence que nous prenons pour un manque de considération pour nos inquiétudes concernant la survie de l'institut et nos conditions de travail et de vie.

Nous vous avons en effet alerté à de très nombreuses reprises sur les conséquences majeures qu'aurait l'application de votre projet de délocalisation du siège de l'Inrap : la totale désorganisation d'un fonctionnement encore fragile, avec des répercussions sur les 45 centres archéologiques de l'Inrap en régions et leurs quelque 1820 agents ; l'aggravation qui s'ensuivrait dans la réalisation des prescriptions archéologiques, entraînant des retards dans les travaux d'aménagement du territoire dont elles sont le préalable ; une rupture brutale dans la dynamique de recherche, mission de l'institut qui donne son sens au travail quotidien des archéologues, et résultat de trente ans de combats pour voir enfin la France dotée d'une structure de recherche digne de ce nom.

Nous vous demandons instamment de remettre rapidement le rapport à nos représentants syndicaux, et nous vous assurons, madame la ministre, de toute notre vigilance sur la suite que vous donnerez à nos revendications.

Les agents du siège de l'Inrap

Pour nous contacter :
agents.siege.inrap@free.fr